

« Arrêtez de vouloir nous simplifier la vie »

Situation économique l'UES à fin janvier 2021 Publicité

Le mois de janvier a été qualifié de « tendu » par Christophe Mahieu, directeur général, en raison d'une publicité régionale victime de la crise sanitaire et des déprogrammations d'événements régionaux. L'éclaircie vient des annonceurs nationaux pour qui la PQR reste une force de communication.

Au registre des bonnes nouvelles le taux de régie, ce que prend la régie pub pour vivre, est revenu à son taux initial de 31% ... Espérons que la situation de ce secteur évoluera favorablement en 2021. Cela éviterait le réajustement au taux de décembre (38 %) et impacterait moins le résultat de l'UES en fin d'année.

Diffusion ER et VM

La diffusion poursuit sa bonne tenue engagée en 2020 et ce, malgré la baisse sensible des ventes au numéro du dimanche. La direction explique ce phénomène par la fermeture croissante des points de vente ce jour-là. Pour preuve de cette bonne tenue de la diffusion, la consommation de papier est identique à celle de janvier 2020, période d'avant Covid-19.

WEB

Fini les ventes groupées liées à l'événementiel. Cette ligne comptable est à zéro. Cela affecte le résultat de la diffusion web qui reste pourtant en hausse. Tout comme le chiffre d'affaires publicitaire qui continue de progresser.

Ces chiffres, même s'ils dénotent un espoir de retour à l'équilibre en fin d'année, doivent tenir compte des nouvelles charges que subit l'UES.

Les élus de l'EstMédia-CGT rappellent que ces « nouvelles » charges résultent de l'externalisation au 1^{er} janvier de salariés dans Ebra Services.

Il ne faut pas oublier qu'avant tout, la vraie richesse d'une entreprise, ce sont ses salariés.

Sécurité du site et des agences

Pour l'EstMédia, ce dossier avance à la vitesse de l'escargot. Et bizarrement, juste après l'établissement de l'ordre du jour, les salariés qui travaillent sur le site de la nouvelle rotative ont vu arriver rubalise et barrières sur le chantier. Pour les élus, un tel manquement de la part de l'employeur est inadmissible. **Celui-ci est tenu d'assurer la sécurité des salariés.** D'autant que l'UES est dotée d'un référent santé sécurité.

Concernant l'accès au site de Houdemont, la procédure de remise d'un badge contre une pièce d'identité pour pénétrer sur le site est enfin en place. Enfin presque... Les élus de l'EstMédia ont dénoncé de nombreux « trous dans la raquette ». Là-aussi, le référent va devoir revoir sa copie.

Quant à la sécurisation de l'accès aux agences, on « piétine » aussi. Selon le référent, le groupe Ebra, mais aussi Euro Information, doivent établir des process pour ensuite mettre en place des processus pour qu'enfin on puisse installer de simples gâches électriques pour sécuriser les agences... tout cela pour s'entendre dire que finalement, cela ne sera que provisoire...

L'EstMédia-CGT lance un appel aux bricoleurs même amateurs...

Evaluation des risques psychosociaux et qualité de vie au travail

Le cabinet AlterAlliance mandaté par le groupe Ebra a restitué l'enquête numéro 1 effectuée entre juillet et octobre 2020. Les conclusions sont accablantes. Risques d'épuisement professionnel, surcharge et contraintes de rythme, manque de sens au travail, manque d'autonomie, fortes exigences émotionnelles, manque de confiance en l'avenir et tensions interpersonnelles importantes sont les thèmes retenus par le cabinet qui a mené l'expertise. Un diagnostic lié aux changements vécus au forceps par les salariés depuis plusieurs années, une altération du sentiment de « bien travailler » dans un contexte de management vertical, un manque de reconnaissance du travail effectué, des conflits de valeur liés à la transformation des journaux.

Malheureusement rien de nouveau pour les élus de l'EstMédia-CGT qui dénoncent cela depuis des années. Rappelons que le CHSCT en son temps, avait déjà mandaté par deux fois des experts sur le sujet des risques psychosociaux. Leurs recommandations étaient restées lettre morte. Il est vrai que les prérogatives n'étaient pas celles d'AlterAlliance. « *Nous allons engager une dizaine d'actions rapidement pour donner suite aux propositions faites par AlterAlliance et nous vous présenterons ce plan d'actions et son déroulé au CSE de mars* », a souligné Christophe Mahieu. Qui pense qu'une partie de la solution miracle et le bonheur des troupes va venir des managers. Difficile de faire reposer sur leurs seules épaules les dysfonctionnements et soucis d'organisation récurrents mis en place par une direction groupe...



Ergonomie des postes et télétravail

La direction a (ré)insisté sur le fait que le télétravail était à privilégier dès que le salarié pouvait être équipé d'un ordinateur portable. Delphine Manzano a rappelé qu'en « *période de télétravail, le domicile est donc considéré comme lieu de travail* ». Le salarié partant de chez lui pour se rendre à un rendez-vous professionnel est donc défrayé depuis son domicile.

En revanche, la direction ne veut toujours pas négocier d'accord avec les délégués syndicaux de l'UES, et renvoie le télétravail à un hypothétique accord groupe. Pour le moment la direction se retranche derrière la crise sanitaire pour ne pas faire avancer les choses dans ce domaine, ni anticiper le monde d'après. Sauf sur un point : la sollicitation d'un ergonome qui pourra à la demande des salariés se déplacer au domicile pour aider les télétravailleurs à s'installer. Et la direction de préciser : « *il ne sera pas fait achat de matériel supplémentaire* ». Bien installé... mais à vos frais.

Une certaine vision du bonheur du travail à la maison...

Swing

Les mises à jour de novembre et décembre avaient entraîné des bugs. Pour y remédier le « bridage » des cartons avait été levé. Les bugs étant réglés, le bridage des cartons a fait son retour et le respect du lignage est donc rétabli. Cette nouvelle semble faire le bonheur de la direction et de la rédaction en chef : « *Tout ceci a été mis en place pour vous faciliter la vie* », assure Sébastien Georges. Sur le terrain, il n'en est rien. Contrairement à ce qu'invoque la direction, d'un côté les journalistes de terrain bataillent pour faire rentrer l'article dans le carton, de l'autre des secrétaires de rédaction doivent changer ces mêmes cartons pour pouvoir les mettre en page. Sans compter des bugs qui empêchent les journalistes de terrain d'envoyer un article qui respecte pourtant la taille du fameux carton. « *Arrêtez de vouloir nous simplifier la vie* », lance une élue de l'Est-Média. Cet argument ne tient pas la route. **Il masque juste la volonté du groupe Ebra d'industrialiser la rédaction.**

Ignorer un problème est encore le plus sûr moyen de le résoudre.



Dernière minute

Mercredi 24 février s'est tenue dans les locaux du SPQR une réunion avec les éditeurs de presse et la FILPAC, avec pour but de renouer le dialogue sur la future convention collective de la presse en région. Dans la droite ligne du mandat des salariés de la PQR, la délégation FILPAC a exigé la reprise des négociations sur la convention collective avant d'évoquer le plan de filière.

Les éditeurs ont bien compris le message des assemblées du personnel du 28 janvier dans tous les titres, mais rechignent encore sur le timing.

Plus que jamais, les salariés doivent rester mobilisés et prêts à faire passer un nouveau message si besoin.